



MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

COMMISSION NATIONALE DES SANCTIONS DECISION du 20 août 2015

A L'EGARD DE LA société X et de son
gérant Monsieur A
Dossier n° 2015-06
Audience du 8 juillet 2015
Décision rendue le 20 août 2015

Vu la saisine par le ministre de l'économie du jj/mm/2014 ;

Vu les notifications de griefs adressées le jj/mm/2015 à la société X et à son gérant M. A ;

Vu les observations écrites du jj/mm/2015 en réponse aux notifications de griefs ;

Vu le rapport du jj/mm/2015 de M. Xavier de LA GORCE, rapporteur ;

Vu les observations écrites complémentaires du jj/mm/2015 ;

Vu le code monétaire et financier (ci-après le COMOFI) ; notamment ses articles L.561-37, L.561-38, L.561-39, L.561-40, L.561-41, L.561-42, R.561-43, R.561-44, R.561-45, R.561-47, R.561-48, R.561-49 et R.561-50 ;

Les personnes mises en cause ayant indiqué ne pas demander que la séance soit publique;

Après avoir entendu, lors de sa séance du 8 juillet 2015:

- M. Xavier de LA GORCE, rapporteur ;

- M. A ;

Les personnes mises en cause ayant eu la parole en dernier.

Après que le président a déclaré les débats clos et après avoir délibéré en la présence de M. Francis LAMY en sa qualité de président de la Commission nationale des sanctions (ci-après la CNS), Mme Hélène MORELL et MM. Jacques BUISSON, Jean-Philippe FRUCHON, Gilles DUTEIL, Luc RETAIL et Jean- Pierre MARTIGNONI-HUTIN ;

I. FAITS ET PROCEDURE

A. Les faits

La société X a pour gérant M. A. Elle exerce l'activité d'agence immobilière. L'agence emploie outre le gérant, une négociatrice, une assistante commerciale et un stagiaire.

Le jj/mm/2014, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (ci-après « DGCCRF ») a rencontré M. A et Mme B, négociatrice, pour effectuer un contrôle ayant pour objet de vérifier le respect des obligations de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme découlant des articles L.561-2 et suivants du COMOFI ainsi que des obligations découlant du code de commerce.

A la suite de ce contrôle, un procès-verbal et un rapport d'intervention ont été rédigés.

B. La procédure

Par lettre du jj/mm/2014, le ministre de l'économie a, en application de l'article L. 561-38 du COMOFI, saisi la CNS du rapport d'intervention du jj/mm/2014.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception en date du jj/mm/2015, auxquelles était joint le rapport d'intervention, M. Emmanuel SUSSET, secrétaire général de la CNS, a adressé les notifications de griefs à la société X et à son gérant M. A, en application des articles L. 561-41 et R.561-47 du COMOFI.

Ces lettres les ont informés à cette occasion, en application de l'article R. 561-47 du COMOFI, d'une part, du délai de trente jours à compter de la réception du courrier dont ils disposaient pour faire parvenir à la CNS leurs observations écrites et, d'autre part, du droit de prendre connaissance et copie de toute pièce du dossier auprès de la CNS et, à cette fin, de se faire assister ou représenter par la personne de leur choix. Il était également demandé de communiquer à la CNS toute information utile, en particulier, s'agissant de la société X le montant de son chiffre d'affaires, de ses bénéfices pour les trois derniers exercices (comptes annuels) et ses statuts et, s'agissant de M. A, le montant des rémunérations qu'il avait perçues au titre de son activité au sein de la société X pour 2011, 2012 et 2013.

Ces lettres ont précisé enfin que M. Xavier de LA GORCE avait été désigné en qualité de rapporteur de la CNS et que les personnes mises en cause pourraient consulter son rapport une fois achevé. Il a été accusé réception de ces lettres le jj/mm/2015.

Par lettre en date du jj/mm/2015, le président de la CNS a désigné M. Xavier de LA GORCE comme rapporteur.

Par courrier en date du jj/mm/2015, M. A a fait parvenir des observations en réponse aux notifications de griefs.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception en date du jj/mm/2015, le président de la CNS a, en application de l'article R. 561-48 du COMOFI, convoqué les personnes mises en cause à l'audience du jj/mm/2015. Il a été accusé réception de ces lettres le jj/mm/2015.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception en date du jj/mm/2015, le président de la CNS a informé les personnes mises en cause de la composition de la Commission nationale des sanctions. Il a été accusé réception de ces lettres le jj/mm/2015.

Par courrier électronique en date du jj/mm/2015, les personnes mises en cause ont fait parvenir des observations complémentaires.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception en date du jj/mm/2015, le président de la CNS a informé les personnes mises en cause du report de l'audience au 8 juillet 2015.

II. MOTIFS DE LA DECISION

A l'issue de l'instruction et après audition des personnes mises en cause, la CNS décide de retenir les griefs suivants :

A. Sur le manquement à l'obligation de mettre en place un système d'évaluation et de gestion des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme

Considérant que selon le **premier grief**, il n'aurait pas été « *mis en place un système d'évaluation et de gestion des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme* » ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 561-32, alinéa 1^{er} du COMOFI, « *les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 mettent en place des systèmes d'évaluation et de gestion des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme* » ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 561-38, III du COMOFI, « *les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 autres que celles mentionnées au I et au II du présent article mettent en œuvre les procédures et les mesures de contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme définies par leurs autorités de contrôle* » ;

Considérant que si M. A a indiqué que les clients étaient interrogés sur leur financement, et que, notamment leurs fiches de paie leur étaient demandées pour vérifier qu'ils auraient pu obtenir le prêt immobilier envisagé, il a cependant admis qu'il n'existait pas de système d'évaluation et de gestion des risques en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme lors du contrôle ; que la commission relève qu'au jour de l'audience aucun système d'évaluation et de gestion des risques répondant aux exigences de l'article L. 561-32 du COMOFI n'a été mis en place ; que le grief est ainsi fondé ;

B. Sur le manquement à l'obligation de vérifier l'identité des clients et des bénéficiaires effectifs

Considérant que selon le **deuxième grief**, il aurait été procédé « *de façon partielle et insuffisante à la vérification de l'identité des clients et bénéficiaires effectifs* » ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.561-5, I alinéa 1^{er} du COMOFI, « *avant d'entrer en relation d'affaires avec leur client ou de l'assister dans la préparation ou la réalisation d'une transaction, les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 identifient leur client et, le cas échéant, le bénéficiaire effectif de la relation d'affaires par des moyens adaptés et vérifient ces éléments d'identification sur présentation de tout document écrit probant* » ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 561-5 du COMOFI, « pour l'application des I et II de l'article L. 561-5, les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 vérifient l'identité du client et, le cas échéant, l'identité et les pouvoirs des personnes agissant pour le compte de celui-ci, dans les conditions suivantes :

1° Lorsque le client est une personne physique, par la présentation d'un document officiel en cours de validité comportant sa photographie. Les mentions à relever et conserver sont les nom, prénoms, date et lieu de naissance de la personne, ainsi que la nature, les date et lieu de délivrance du document et les nom et qualité de l'autorité ou de la personne qui a délivré le document et, le cas échéant, l'a authentifié ;

2° Lorsque le client est une personne morale, par la communication de l'original ou de la copie de tout acte ou extrait de registre officiel datant de moins de trois mois constatant la dénomination, la forme juridique, l'adresse du siège social et l'identité des associés et dirigeants sociaux mentionnés aux 1° et 2° de l'article R. 123-54 du code de commerce ou de leurs équivalents en droit étranger ;

3° Lorsque la vérification de l'identité ne peut avoir lieu en présence de la personne physique ou du représentant de la personne morale, les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 mettent en œuvre, en application des dispositions du 1° de l'article L. 561-10, des mesures de vigilance complémentaires, parmi celles prévues à l'article R. 561-20 » ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.561-11 du COMOFI, « Lorsque les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 ont de bonnes raisons de penser que l'identité de leur client et les éléments d'identification précédemment obtenus ne sont plus exacts ou pertinents, elles procèdent à nouveau à l'identification du client » ;

Considérant que M. A a indiqué, lors de l'audience, ne pas avoir respecté cette obligation avant le contrôle car il considérait qu'elle n'était pas applicable à son activité du fait que lui-même et sa société collaboraient avec un notaire qui contrôlait l'état civil de l'acheteur et qu'il travaillait essentiellement avec une clientèle locale qu'il connaissait;

Considérant, cependant, que l'intervention d'un notaire n'exonère pas le professionnel des obligations résultant des dispositions citées ci-dessus ; que le grief est ainsi fondé alors même que M. A indique respecter ces obligations depuis le contrôle;

C. Sur le manquement à l'obligation de formation et d'information régulière du personnel

Considérant que selon le **cinquième grief**, il est reproché l'absence de formation et d'information régulière de son personnel concernant la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 561-33, alinéa 1 du COMOFI « les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 assurent la formation et l'information régulières de leurs personnels en vue du respect des obligations prévues aux chapitres Ier et II du présent titre » ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.561-37 du COMOFI, « tout manquement aux dispositions des sections 3, 4, 5 et 6 du présent chapitre par les personnes mentionnées aux 8°, 9°, 9° bis et 15° de l'article L. 561-2 est passible des sanctions prévues par l'article L. 561-40 » ;

Considérant que, dans leurs observations écrites, les personnes mises en cause ont indiqué avoir respecté cette obligation en formant leur personnel sur les méthodes commerciales utiles pour établir des relations de confiance avec des clients ;

Considérant, cependant, qu'une telle formation ne répond pas aux exigences de l'article L. 561-33 du COMOFI;

Considérant que lors de l'audience M. A a reconnu ne pas avoir respecté cette obligation ; que le grief est ainsi fondé ;

Considérant que la Commission estime que les autres griefs énoncés dans la notification de griefs ne sont pas établis ;

III. SUR LES SANCTIONS ET LA PUBLICATION

Considérant que selon l'article L.561-40 du COMOFI, « *la Commission nationale des sanctions peut prononcer l'une des sanctions administratives suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme ; 3° L'interdiction temporaire d'exercice de l'activité pour une durée n'excédant pas cinq ans ; 4° Le retrait d'agrément ou de la carte professionnelle.*

La sanction de l'interdiction temporaire d'exercice peut être assortie du sursis. Si, dans le délai de cinq ans à compter du prononcé de la sanction, la personne sanctionnée commet une infraction ou une faute entraînant le prononcé d'une nouvelle sanction, celle-ci entraîne, sauf décision motivée, l'exécution de la première sanction sans confusion possible avec la seconde.

La Commission peut prononcer, soit à la place, soit en sus de ces sanctions, une sanction pécuniaire dont le montant est fixé compte tenu de la gravité des manquements commis et ne peut être supérieur à cinq millions d'euros. Les sommes sont recouvrées par le Trésor public » ;

Considérant que selon l'article L.561-40 du COMOFI, « *la Commission peut décider que les sanctions qu'elle inflige feront l'objet d'une publication aux frais de la personne sanctionnée dans les journaux ou publications qu'elle désigne.* » ;

*

* *

PAR CES MOTIFS

Et après avoir régulièrement délibéré, sous la présidence de M. Francis LAMY, par Mme Hélène MORELL et MM. Jacques BUISSON, Jean-Philippe FRUCHON, Gilles DUTEIL, Luc RETAIL et Jean- Pierre MARTIGNONI-HUTIN, membres de la CNS ;

DECIDE :

- Article 1^{er}: une interdiction temporaire avec sursis d'exercer son activité d'agent immobilier pour une durée de six mois est prononcée à l'encontre de la société X ;
- Article 2 : une interdiction temporaire avec sursis d'exercer son activité d'agent immobilier pour une durée de six mois est prononcée à l'encontre de Monsieur A ;

- Article 3 : une sanction pécuniaire d'un montant de 4000 euros est prononcée à l'encontre de Monsieur A ;
- Article 4 : la publication aux frais de la société X dans les *Petites Affiches* et la *Gazette du Palais* dès leur première parution à compter de la notification de la présente décision, de la sanction sous la forme suivante, sans modification, suppression ni adjonction est ordonnée,

« Par décision du 20 août 2015, la Commission nationale des sanctions a prononcé une interdiction temporaire d'exercer l'activité d'agent immobilier pour une durée de six mois, avec sursis, à l'encontre d'une agence immobilière ainsi qu'une sanction pécuniaire d'un montant de 4000 euros et une interdiction temporaire d'exercer l'activité d'agent immobilier pour une durée de six mois, avec sursis, à l'encontre de son gérant pour ne pas avoir respecté les obligations suivantes leur incombant en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme prévues par le code monétaire et financier : l'obligation de mettre en place des systèmes d'évaluation et de gestion des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme (article L. 561-32 du code monétaire et financier), l'obligation de vérifier l'identité des clients (L. 561-5 du code monétaire et financier), et l'obligation de formation et d'information régulière du personnel (article L. 561-33 du code monétaire et financier) ».

Fait à Paris, le 20 août 2015.

Le secrétaire de séance
Jacques Buisson

Le président Francis Lamy

Hélène Morell

Gilles Duteil

Jean-Philippe Fruchon

Luc Retail

Jean-Pierre Martignoni-Hutin

Cette décision peut faire l'objet d'un recours dans les conditions de l'article L. 561-43 du COMOFI dans le délai de deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Paris.